Préface
Science mondiale, nationale, locale...

Michel Grossetti [1]

Au cours des années 1990, la mondialisation s'est affirmée comme un allant-de-soi qui guide une grande partie des recherches en sciences sociales aussi bien que les politiques publiques. L'accroissement des échanges commerciaux et financiers, des flux de personnes et de communication entre divers lieux de la planète a conduit souvent à considérer que les évolutions en cours ne relèvent pas seulement d'une internationalisation, conçue comme une intensification des échanges entre nations, mais d'une mondialisation (ou globalisation), c'est-à-dire d'un relatif effacement de la consistance de ces nations au profit d'un espace mondial de plus en plus fluide. Dans le même temps, cette fluidité des échanges est censée profiter aux très grandes agglomérations urbaines, parfois qualifiées de villes « globales » (selon l'expression avancée il y une vingtaine d'années par la sociologue Saskia Sassen) ou « mondiales », plus à mêmes que les autres à capter les flux de ressources et de personnes et à créer de la richesse grâce à leur position privilégiée. La captation de ces flux est devenue une préoccupation importante pour les responsables politiques des villes, des régions ou des Etats, qui s'efforcent de les attirer au moyen de multiples actions et dispositifs censés renforcer l'« attractivité » des territoires dont ils ont la charge. Ces allant-de-soi géographiques sont associés à des conceptions économiques, notamment sur les bienfaits généraux de la fluidité des échanges, à des considérations sur les institutions politiques (l'effacement relatif des Etats), et enfin à des hypothèses d'ordre sociologique, par exemple sur l'importance accrue des réseaux interpersonnels relativement aux appartenances collectives ou sur l'émergence d'une nouvelle classe sociale regroupant les professions « créatives ». Ce complexe d'idées, esquissé ici de façon très succincte, qui mériterait une analyse plus détaillée, est présent dans différents secteurs de l'activité sociale, l'économie et l'aménagement du territoire bien sûr, mais également la santé, l'éducation, le droit, etc.

Ces idées sont également présentes dans les réflexions et les politiques relatives à la recherche scientifique. Dans ce domaine aussi, la mondialisation fait figure de toile de

1. Merci à André Grelon pour ses remarques et suggestions sur une première version de ce texte.

fond de beaucoup d'analyses et de décisions. Ainsi, par exemple, Caroline Wagner, une spécialiste des politiques scientifiques, considère que l'on assiste à un effacement des contextes scientifiques nationaux au profit de « nouveaux collèges invisibles » qui prendraient la forme de réseaux internationaux spécialisés. L'hypothèse d'une compétition mondiale favorisant les très grandes agglomérations, défendue d'ailleurs par certains travaux académiques [2], semble avoir encouragé plusieurs gouvernements à entreprendre des politiques de concentration des moyens sur les universités ou laboratoires situés dans ces agglomérations. Cela a été entrepris au Japon, où une réforme effectuée en 2004 a eu pour effet de renforcer les grandes universités « impériales » au détriment des universités plus récentes et modestes [3], ou en France avec les politiques de regroupement d'universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur et le financement de projets d'« excellence » généralement situés dans les grandes agglomérations.

Ces analyses et ces politiques prennent place dans un contexte intellectuel où commence seulement à émerger ce que l'on pourrait appeler une géographie des sciences. Alors que l'histoire et la sociologie des sciences sont des domaines bien établis produisant de nombreuses études, la dimension géographique des activités scientifiques n'est abordée qu'à la marge et dans des domaines souvent peu reliés entre eux comme la géographie de l'innovation, les approches économiques des politiques de recherche, ou, récemment, les *sciences studies* elles-mêmes [4].

Le projet « Science locale, nationale, mondiale en transformation. Pour une sociogéographie des activités et des institutions scientifiques académiques » [5] avait pour objectif d'étudier les logiques concrètes de déploiement des activités scientifiques dans l'espace géographique, à différentes échelles, sans tenir pour acquises les considérations énumérées plus haut. Cette recherche collective comprenait à la fois des études historiques sur l'espace scientifique français et d'autres systèmes nationaux, des observations sociologiques sur les mobilités des étudiants et des chercheurs et des analyses bibliométriques portant sur l'ensemble des villes du monde. Cette combinaison d'approches est nécessaire. Les analyses bibliométriques permettent de se faire une idée du déploiement des activités scientifiques dans l'espace géographique. Les études historiques sont indispensables parce que ce déploiement est marqué de fortes inerties relativement à des décisions anciennes de création d'établissements d'enseignement ou de recherche. Les enquêtes sociologiques éclairent les logiques sociales qui sous-tendent les mobilités et les collaborations, qui forment la trame des échanges entre les villes et les pays.

Les résultats de ces travaux ont bousculé plusieurs certitudes bien ancrées, notamment celles concernant la supposée domination croissante des « villes mondiales » (c'est l'in-

2. Matthiessen, C. W., A. W. Schwarz, S. Find (2010), 'World Cities of Scientific Knowledge : Systems, Networks and Potential Dynamics. An Analysis Based on Bibliometric Indicators', *Urban Studies*, 47 (9), 1879-1897.

3. Jun Oba, 2005, « La constitution en société de l'université nationale au Japon – Premières réactions des nouvelles organisations universitaires », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, 17, 2, p. 119 139.

4. Michel Grossetti, Béatrice Milard, et Marion Maisonobe. 2015. « Une approche socio-historique pour l'étude spatiale des sciences ». *Histoire de la recherche contemporaine. La revue pour le Comité pour l'histoire du CNRS.* 4 (2), pp. 142-151.

5. ANR-09-SSOC-010.

verse qi se produit) ou le phénomène de mondialisation (qui n'efface pas les contextes nationaux). L'un des aspects les plus intéressants de la recherche consistait à remobiliser les études de grande qualité conduites depuis des années au sein de l'Institut de Recherche pour le Développement autour de problématiques transversales. Il s'agissait en particulier d'éclairer les évolutions de l'espace scientifique mondial à partir d'études sur des pays « non hégémoniques », complétées et mises en perspective par des apports historiques et bibliométriques sur d'autres parties de cet espace. La vision qui émerge de cet examen minutieux est bien loin de se réduire aux quelques thèses trop générales exposées plus haut. D'une forte hégémonie de l'Europe, de l'Amérique du Nord, puis du Japon, on passe progressivement à un espace scientifique plus complexe, où des rééquilibrages importants se produisent, entre les pays aussi bien qu'entre les villes au sein de ces pays. La recherche est devenue une activité de plus en plus importante par le nombre de personnes qui s'y impliquent et elle s'est en quelque sorte banalisée sur le plan de sa diffusion dans l'espace. Naturellement, cela ne va pas sans difficultés, tensions, compétitions et rapports de force dans un contexte où ceux qui se dédient à la recherche doivent composer avec des situations économiques, politiques et sociales plus ou moins favorables ou contraignantes, voire parfois dramatiques. C'est cette réalité complexe et mal connue que cet ouvrage permet d'appréhender, grâce aux efforts coordonnés d'historiens, géographes et sociologues qui auscultent depuis longtemps ses différentes facettes. Espérons qu'il contribuera à ouvrir des réflexions plus nuancées et conduire à des politiques plus pertinentes que celles qui portent actuellement sur les évolutions de la science mondiale.